

tème intelligent et de nature à empêcher des déficits.

Les organes libéraux crient que le peuple aurait à payer plus cher certains articles ; à ce propos je citerai ce qu'a dit l'honorable monsieur Joly en réponse à quelques questions qui lui avaient été posées par un comité de la Chambre. Voici l'extrait de la lettre de cet homme politique, qui appartient au parti de la gauche :

Q. Est-il de l'intérêt du pays que nous continuions à admettre en franchise les produits américains tandis que les produits canadiens exportés aux Etats-Unis sont soumis à des droits fort élevés ?

R. Non, cela est contraire aux intérêts du Canada. Je pense que nous ne devrions admettre en franchise que les matières premières destinées à nos manufactures.

Q. Quel est l'effet de l'admission en franchise du blé d'inde sur les grains communs dans la partie du pays que vous habitez ?

R. Cela ne nous affecte guère ici, parceque malheureusement nous n'en produisons pas plus qu'il nous en faut. Mais il me semble que là où le cultivateur a un surplus, il doit souffrir de la compétition. Il est vrai que les acheteurs parmi lesquels figurent en grand nombre les manufacturiers, et les ouvriers peuvent acheter un peu meilleur marché que les agriculteurs mais ils devront en conséquence vendre leurs marchandises à meilleur marché à celui-ci dont les moyens se trouvent par là même réduits. Ce n'est pas en abaissant tous les prix que nous acquierrons la richesse nationale. Le plus cher nous payons, le mieux pour nous, pourvu que nous ayons les moyens de payer. Demandez à un ouvrier ce qu'il aime mieux—la farine à \$4.50 le baril, sans ouvrage, ou la fleur à \$6 avec du travail. L'agriculture et l'industrie vont très bien ensemble : si on les divise elles perdent la plus grande partie de leurs forces.

Q. Est-ce que l'importation en franchise de la farine américaine sans réciprocité vous place sur un pied d'inégalité avec les américains ?

R. Je pense que ceux qui ont du grain à vendre doivent en souffrir beaucoup.

L'honorable monsieur et ses amis pensaient donc alors que la vraie politique qui devait être mise en vigueur était celle que le gouvernement nous propose aujourd'hui.

Je veux parler aussi d'une autre industrie importante, celle du fer que le tarif développera. On sait que notre pays possède des mines d'une grande richesse. Nous avons par exemple non loin de Québec sur la voie nord du Saint-Laurent, la

M. CARON.

grande mine de fer de Saint-Urbain. Déjà une compagnie anglaise y a dépensé un million de piastres, mais jusqu'ici la perte a été complète vû qu'il était impossible de lutter contre l'importation du fer américain. Il a fallu en conséquence fermer la mine. Le fer que l'on en tire est reconnu aussi bon que le meilleur fer suédois. En protégeant cette importante industrie le tarif nous permettra de construire nos propres vaisseaux en fer, de fabriquer nos lisses, nos ponts et tout article en fer que nous importons maintenant. Il est difficile de comprendre pourquoi l'on a négligé aussi longtemps cette importante industrie lorsque l'on sait surtout que les Etats-Unis ont pu, à l'aide de leur tarif producteur, produire assez de fer pour approvisionner leur propre marché et rivaliser même avec l'Angleterre sur son propre marché. Nul doute qu'avec un tarif semblable nous n'obtenions ici les mêmes résultats. En 1873 les Etats-Unis ont importé d'Angleterre pour une valeur de £4,897,208 sterling de fer et en 1878 ils ont réduit leurs importations à £434,929 ce qui constitue une diminution de quatre millions de louis entre 1873 et 1878. Et le *Irish Monger*, journal bien informé, prétend que l'Angleterre semble avoir perdu pour toujours le marché américain pour l'écoulement de son fer et de son acier. Je crois qu'un tarif qui favoriserait cette grande industrie au Canada, et pourrait nous amener à construire nos vaisseaux en fer, et nos chemins de fer serait très acceptable à la population dont il favoriserait ainsi les intérêts. Lorsqu'on examine soigneusement ce tarif sans mêler à la discussion les animosités de partis il faut en arriver à conclure qu'il sera plus avantageux au Canada que tous ceux qui ont été précédemment établis. Je ne suis pas prêt sans doute à en approuver tous les détails, mais la population de la partie du pays que j'habite constatera je pense qu'il servira en somme ses meilleurs intérêts. En tous cas je suis prêt à prendre la responsabilité de cette mesure devant mes électeurs qui m'ont envoyé ici pour les représenter et obtenir la protection, qui était de fait, la question principale discutée aux dernières élections. Ce n'est pas tant par mes propres recherches que par celles d'hommes dont l'expérience en matière de commerce et d'industrie donne du poids à leurs opinions, que j'ai été